## **ARRETE DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION**

Nous, Maire de la Commune d'Amplepuis,

Vu les articles L 2212-1 à L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code Pénal et plus particulièrement son article R 610-5;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

Vu la demande d'autorisation de l'entreprise ABD déménagements représentée par Mme Bouvard Stéphanie, en date du 29 septembre 2025,

**Considérant** que pendant un déménagement, 17 rue du 8 mai 1945, commune d'AMPLEPUIS, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter le bon déroulement du déménagement et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic, **Considérant** que la section concernée par les travaux est située en agglomération,

## **ARRETONS:**

<u>Article 1</u> : Le stationnement d'un véhicule de déménagement s'effectuera dans les conditions suivantes :

Stationnement autorisé avec empiètement sur trottoir au droit du 17 rue du 8 mai 1945. Rétrécissement de chaussée avec alternat par panneaux

Article 2 : Les dispositifs du présent arrêté s'appliqueront :

Vendredi 10 octobre 2025.

La circulation piétonne devra être maintenue en permanence.

<u>Article 3</u>: Les panneaux nécessaires à marquer ces prescriptions seront mis en place *par l'entreprise ABD déménagements* qui devra les apposer 48 heures à l'avance du présent arrêté.

Article 4: L'accès aux services de sécurité et de secours devra être maintenu en permanence.

<u>Article 5</u>: Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux conditions normales de sécurité.

Article 6: Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

<u>Article 7</u>: Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Policier Municipal et l'entreprise ABD déménagements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. <u>Article 8</u>: La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou via le site <u>www.télérecours.fr</u>.

## Article 9 : Diffusé à :

- Le commandant du groupement de Gendarmerie du Rhône l'entreprise ABD déménagements

AMPLEPUIS, le 30 septembre 2025

Le Maire René PONTET